



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 17 juillet 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Conjoncture : portée par l'effet de base, la croissance du PIB s'élève à 6,3 % au T2, et dépasse les attentes du consensus, supérieures à 7 %

Crédit et masse monétaire : les nouveaux crédits bancaires et les agrégats de masse monétaire continuent à augmenter en juin, de même pour le premier semestre de l'année

Immobilier : la contraction du secteur perdure

Immobilier : prolongation des mesures de soutien au secteur

Finances publiques : au premier semestre de l'année 2023, la Chine enregistre un déficit public de 3 441 Mds RMB (5,8 % du PIB)

Politique économique : le gouvernement central annonce un plan de soutien à l'économie privée

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 193 Mds USD fin juin, en hausse mensuelle de 16 Mds USD (+0,52 %)

Inflation : en juin, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) n'a pas évolué en g.a., l'Indice des Prix à la Production (IPP) se contracte plus largement, de -5,4 % en g.a.

Banque et finance [\(ici\)](#)

Monnaie numérique : l'e-CNY dépasse les 1 800 Mds RMB de paiements cumulés

Financement de l'économie : promulgation d'une réglementation sur les fonds de private equity

Finance verte : 14 % de l'encours des obligations vertes chinoises jugées conformes à la « common ground taxonomy »

Marché des changes : la banque centrale relève le « paramètre d'ajustement des financements transfrontaliers », signalant une volonté de soutenir le yuan

Marché boursier : les indices sont en baisse cette semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : baisse des exportations et des importations avec le reste du monde

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : l'amende infligée à Ant Group indique un changement de ton des autorités à l'égard des plateformes

Economie numérique : Li Qiang érige les plateformes numériques comme partenaires-clés pour le développement de l'économie chinoise

Intelligence artificielle : la publication de mesures intérimaires concernant les chatbots destinés à un usage public ouvre la voie à leur mise en service sur le marché chinois

Huawei : des rumeurs persistantes circulent concernant la sortie d'un smartphone 5G

Automobile : Renault signe un accord de coentreprise avec le groupe chinois Geely

Matières premières : une étude de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) documente le rôle central de la Chine dans les minéraux critiques

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Industrie aéronautique : premier vol commercial utilisant du carburant d'aviation durable en Chine

Industrie aéronautique : la CAAC certifie l'hélicoptère H175 dans la foulée de la certification de l'avion chinois Y12F par l'EASA

Climat et environnement : temps forts politiques à haut niveau sur l'environnement avec une réunion de l'organe suprême du PCC et une conférence nationale ouverte par Xi Jinping

Climat : John Kerry en visite à Pékin relance le dialogue climatique entre les États-Unis et la Chine mais ne parvient pas à obtenir un accord

Climat : position conservatrice de la Chine dans les négociations internationales pour la décarbonation du transport maritime

Climat : le livre bleu annuel sur le climat présente un bilan alarmant des impacts du changement climatique en Chine

Énergie : augmentation de la production énergétique au premier semestre 2023

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : cérémonie de signature de projets d'investissements étrangers à Shanghai

Shanghai : publication des mesures visant à améliorer les services publics pour soutenir l'internationalisation des entreprises locales

Zhejiang : mise à jour des mesures pour attirer les ingénieurs étrangers (version 2.0)

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Énergies renouvelables : construction d'une station hydrogène pour alimenter la flotte de bus

Échanges commerciaux : menace d'interdiction des produits de la mer en provenance du Japon

Attractivité : arrivée de 186 entreprises depuis le début de l'année

Digitalisation : nouvelle plateforme pour le Mandatory Provident Fund

Macao [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : les importations de Macao ont diminué de 5,6 % au cours des cinq premiers mois de 2023

Industrie du jeu : les six casinos de Macao sponsorisent le 70ème Grand Prix de Macao pour 15 M USD, une augmentation significative par rapport à 2022

Taiwan [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : TSMC confronté à une nouvelle baisse de ses résultats au second trimestre 2023

Croissance de l'économie : le CIER a revu ses prévisions à la baisse pour 2023

IDE : *baisse des investissements étrangers au cours des six premiers mois 2023*

Commerce extérieur : *les exportations taiwanaises diminuent de 18 % au cours du premier semestre 2023*

Export : *50 % des commandes à l'exportation fabriqués à Taïwan en 2022*

Semi-conducteurs : *Foxconn se retire du partenariat avec Vedanta*

Chine continentale

Conjoncture

Conjoncture : portée par l'effet de base, la croissance du PIB s'élève à 6,3 % au T2 et déçoit les attentes du consensus, supérieures à 7 %

D'après les [chiffres](#) préliminaires du Bureau national des statistiques (NBS), le PIB chinois a progressé de 5,5 % en g.a. au premier semestre 2023 (contre 2,5 % en g.a. au premier semestre de l'année dernière). Par trimestre, la croissance au T1 s'établit à 4,5 % et celle au T2 à 6,3 %. En glissement trimestriel, le PIB chinois progresse de 0,8 % au T2 (après 2,2 % au T1). La reprise est principalement portée par le rebond de la consommation, permis par l'abandon des restrictions sanitaires contre le Covid fin 2022. La consommation contribue ainsi à hauteur de 75 % au chiffre de croissance semestrielle, avec une contribution de 4,2 points, contre une contribution d'1,8 point pour l'investissement, et une contribution négative du commerce extérieur, de -0,6 points. Cette décomposition est similaire au profil de la croissance du T1 mais en fort contraste avec celui du T4 2022, entièrement porté par l'investissement.

Au premier semestre 2023, les [ventes au détail](#) progressent de 8,2 % en g.a. (contre -0,7 % au S1 2022). Les ventes automobiles augmentent de 6,8 %, témoignant d'une reprise modeste par rapport aux ventes d'automobile au S1 2022, qui s'étaient contractées de 5,7 %. Les ventes au détail totales progressent de 8,3 % hors automobile. Les ventes dans le secteur de la restauration enregistrent une croissance de 21,4 % en g.a. (contre -7,7 % au S1 2022), du fait de l'abandon complet des mesures de restrictions sanitaires. Les ventes de bijoux (+17,5 % contre -1,3 % au S1 2022), d'habillement (+12,8 % contre -6,5 % au S1 2022), et de produit sportif/loisir (+10,5 % contre -6,5 % au S1 2022) sont les autres catégories enregistrant les plus fortes reprises. Au mois de juin, les ventes au détail progressent de 3,1 % en g.a., après +12,7 % en mai. Les ventes hors automobile progressent de 3,7 %, après +11,5 % en mai.

La croissance de l'investissement continue à s'affaiblir, progressant de 3,8 % en g.a. au S1 (contre +6,1 % au S1 2022, et +5,1 % au T1). La croissance enregistre une baisse depuis mars, soit depuis quatre mois consécutifs. L'investissement privé continue à se contracter, témoignant un manque de confiance des acteurs privés dans la reprise, et la divergence entre l'investissement public et privé perdure : l'investissement public progresse au S1 de 8,1 %, contre -0,2 % pour l'investissement privé (de janvier à mai, les croissances étaient respectivement de 8,4 %, et -0,1 %, tandis qu'au S1 2022, les taux étaient de 9,2 % et 3,5 % respectivement).

La [production industrielle](#) (en valeur ajoutée) progresse de 3,8 % en g.a. au premier semestre 2023 (contre +3,4 % au S1 2022, et +3,0 % au T1). La croissance de l'industrie minière augmente de 1,7 % (contre +9,5 % au S1 2022 et +3,2 % au T1), et celle de la production et distribution énergétique progresse de 4,1 %, (contre +3,9 % au S1 2022 et +3,3 % au T1). La croissance de l'industrie manufacturière augmente de 4,2 % (contre +2,8 % au S1 2022 et +2,9 % au T1). Le secteur automobile enregistre une croissance de 13,1 % en valeur ajoutée, contre -1,9 % au S1 2022 et +4,4 % au T1. Le nombre d'unités produites enregistre une hausse propre, de +6,1 %, contre -2,1 % au S1 2022 et -5,1 % au T1. La croissance de la production de véhicules à énergie nouvelle (VEN) en unités augmente de 35 %, contre +111,2 % au S1 2022 et +22,5 % au T1.

Pour le seul mois de juin, la croissance de production industrielle en valeur ajoutée s'élève à 4,4 % en g.a., après +3,5 % en mai. La croissance de l'industrie minière augmente de 1,5 % (-1,2 % en mai) et celle de l'industrie

manufacturière augmente de 4,8 % (+4,1 % en mai). Le secteur d'automobile enregistre une croissance en valeur ajoutée de +8,8 % (contre +14,2 % en mai) et une diminution en unité produite de -10,7 % (contre +12,6 % en mai), donc la production de VEN augmente de +27,6 % en unité produite, après +43,6 % au mois de mai.

Le taux de chômage urbain officiel au premier semestre s'élève à 5,3 %, contre 5,5 % au T1 et 5,7 % au S1 2022. Le taux de chômage des jeunes (16 à 24 ans) au mois de juin continue à détériorer, s'établit à 21,3 % (après 20,8 % au mois de mai), un nouveau record depuis que la statistique a été rendue disponible en 2018.

NB : Le taux de chômage urbain, seul publié par les autorités, ne reflète que partiellement la réalité du marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail. Certaines estimations portent à 50% la part de la population active du pays exclue des statistiques.

Crédit et masse monétaire : les nouveaux crédits bancaires et les agrégats de masse monétaire continuent à augmenter en juin, de même pour le premier semestre de l'année

La croissance de [l'encours de financement de l'économie](#) (« Total social financing », TSF) au mois de juin s'établit à 9 % en g.a. (contre 9,5 % en mai), s'établissant à 365 450 Mds RMB.

Cette évolution est due à la hausse de l'encours des prêts bancaires en RMB, le composant principal du TSF (avec 62,6 % du total), dont la croissance s'établit en juin à +11,2 % en g.a. (contre +11,3 % en mai). Au premier semestre de l'année 2023, les banques ont accordé 1 573 Mds RMB de nouveaux prêts, en hausse par rapport à l'année dernière (+202 Mds RMB), au-delà des prévisions du consensus. Dans le détail :

- i) Les crédits bancaires aux entreprises à moyen et long terme augmentent au S1 de 971 Mds RMB, contre 1 060 Mds RMB au T1, montrant quand même les efforts des autorités de mobiliser l'octroi de crédit pour soutenir l'économie.
- ii) Les nouveaux crédits bancaires aux ménages à moyen et long terme (notamment les prêts hypothécaires) augmentent de 146 Mds RMB (contre 171 Mds RMB au T1).

De plus, l'encours des obligations gouvernementales augmente à la fin de juin de 10,1 % en g.a., après +12,4 % en g.a. en mai, tandis que celui des obligations d'entreprises continue à se contracter (-0,4 % en g.a. en juin, contre -0,1 % en mai). L'encours des actions des entreprises domestiques non financières augmente de 11,4 % en g.a., après +11,3 % en mai.

Fin juin, [l'agrégat de masse monétaire](#) M2 croît de 11,3 % en g.a. (contre +11,6 % en g.a. en mai). L'agrégat M1 croît de 3,1 % en g.a. (contre 4,7 % en g.a. en mai). Les deux agrégats ont augmenté légèrement par rapport au mois précédent et l'écart entre M2 et M1 reste stable. Au cours de premier semestre, les dépôts des ménages à long terme, augmentent de 1 191 Mds RMB, contre une augmentation de 1 033 Mds RMB au S1 2022. La croissance de l'encours des dépôts en RMB s'élève à 2 010 Mds RMB, contre +1 882 Mds RMB au S1 2022.

Immobilier : la contraction du secteur perdure

Dans le secteur immobilier, les investissements, les ventes et les prix continuent à se contracter sur le premier semestre, à l'exception d'une croissance limitée des ventes exprimées en chiffre d'affaires. La situation reste préoccupante malgré des mesures de soutien (voir brève *infra*).

Au premier semestre de l'année, les [investissements immobiliers](#) se contractent de 7,9 % en g.a. (contre une contraction de 5,4 % au S1 2022 et 5,8 % au T1). Pour l'immobilier résidentiel, la contraction est de 7,3 % (contre 4,5 % au S1 2022 et 4,1 % au T1).

S'agissant des [ventes immobilières](#), en termes de superficie vendue, elles se contractent au premier semestre de l'année de -5,3 % en g.a. (contre -22,2 % au S1 2022 et -1,8 % au T1). Les ventes pour l'immobilier résidentiel se contractent de -2,8 %, contre -26,6 % au S1 2022 et +1,4 % au T1). En termes de chiffre d'affaires, les ventes réalisent une croissance positive de 1,1% (avec une hausse de 3,7 % pour les ventes de logements). Au S1 2022, la contraction était de -28,9 % avec une diminution de -31,8 % pour les logements ; tandis qu'au T1, les croissances étaient de +4,1 % et +7,1 % respectivement.

S'agissant des nouveaux projets de construction, la superficie des mises en chantier de logements neufs diminue de 6,6 % (contre -2,8 % au S1 2022 et -5,2 % au T1). La superficie des logements achevés progresse cependant de 18,5 % (contre -20,6 % au S1 2022 et +16,8 % au T1).

Indicateur de suivi de la crise que traversent les promoteurs immobiliers, les [fonds dont ils disposent](#) (toutes sources de financement confondues) sont en contraction de 9,8 % au premier semestre (contre -25,3 % au S1 2022 et -9,0 % au T1). Parmi les mesures de soutien au secteur dévoilées en novembre dernier ([voir les Brèves du SER de Pékin de la semaine du 14 novembre](#)), l'encouragement à octroyer de nouveaux financements aux développeurs « sains » constitue un élément essentiel.

Concernant les [prix immobiliers](#) communiqués par le NBS, ils sont en hausse en juin d'un mois sur l'autre dans moins de la moitié des 70 principales villes du pays pour le neuf (31 villes), et sont en baisse dans la majorité pour l'ancien (63 villes). En glissement annuel, les villes enregistrent majoritairement des baisses de prix (avec des diminutions dans respectivement 43 et 64 villes pour le neuf et l'ancien).

Au niveau agrégé, les prix des villes de rang 1 (c'est-à-dire Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen) augmentent de 1,3 % dans le neuf et diminuent de 0,4 % dans l'ancien. Dans les villes de rang 2, les prix dans le neuf augmentent de 0,5 % tandis que ceux dans l'ancien diminuent de 2,4 %. Pour les villes de 3^{ème} rang, les baisses sont de 1,4 % dans le neuf et 3,4 % dans l'ancien.

Immobilier : prolongation des mesures de soutien au secteur

La *People's Bank of China* (PBoC) et la National Financial Regulatory Administration (SFRC, ancienne China Banking and Insurance Regulatory Commission (CBIRC)) ont annoncé le 10 juillet que les mesures prises en novembre 2022 pour soutenir le développement « régulier et sain » du marché immobilier seraient prorogées jusqu'au 31 décembre 2024. Il s'agit concrètement de :

- Encourager les institutions financières et les promoteurs immobiliers à renégocier les **prêts non encore remboursés** (存量融资) via des arrangements tels que la prolongation de la maturité ou l'ajustement des modalités de remboursement. Le remboursement des prêts qui expieront dans les six mois à venir pourrait être prolongé d'un an au-delà de l'échéance prévue initialement et leurs classifications restent inchangées. Il s'agit de protéger davantage les acheteurs et donc de soutenir la demande immobilière.
- Pour les projets soutenus par les *policy banks*, encourager les banques commerciales à **accorder des prêts aux entreprises de construction** habituellement jugés comme plus risqués (il s'agit de prêts dits « annexes » 配套融资), les banquiers ayant décidé de ces prêts ne mettront pas en jeu leur responsabilité personnelle.

D'après Li Yujia, chercheur en chef du Centre de recherche du Guangdong sur la politique du logement, le manque de fonds des sociétés immobilières est préoccupant, d'autant plus qu'une grande partie de leurs dettes arriveront à échéance cette année. La prolongation des dates de remboursement pourrait aider à sécuriser la livraison de logement et également à mieux gérer les prévisions du marché.

Finances publiques : au premier semestre de l'année 2023, la Chine enregistre un déficit public de 3 441 Mds RMB (5,8 % du PIB)

Nota bene : les données publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale. Seul le deuxième compte public (qui recense les opérations des fonds gouvernementaux) est également mentionné ici.

Au premier semestre de l'année, la Chine enregistre [un déficit public](#) au niveau de ses deux premiers comptes publics de 3 441 Mds RMB (430 Mds EUR), contre un déficit de 5 052 Mds RMB (632 Mds EUR) au S1 2022 (dont le mois d'avril avait été marqué par le confinement de Shanghai), et un déficit de 1 582 Mds RMB (198 Mds EUR) au premier trimestre (5,6 % PIB). Ce déficit représente 5,8 % du PIB du premier semestre de cette année.

Dans le détail du premier compte public, les [recettes publiques](#) s'établissent sur la période à 11 920 Mds RMB, en hausse de 13,3 % en g.a. (contre -10,2 % au S1 2022 et +0,5 % au T1). Les recettes du gouvernement central (45,2 % du total) sont en hausse de 13,1 % en g.a., et celles des gouvernements locaux progressent de 13,5 %. Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 16,5 % en g.a., tandis que les recettes non-fiscales diminuent de 0,6 % (le ministère des finances ne détaille pas la composition des recettes non-fiscales). En particulier, parmi les recettes fiscales, les recettes de TVA domestiques augmentent de 96 % en g.a. L'année dernière, pour lutter contre les effets négatifs sur l'économie apporté par le covid, une politique massive de report du versement de la TVA par les entreprises avait été mise en œuvre. La politique a été progressivement levée après la réouverture. Les taxes sur la consommation (qui portent sur les produits tels que le tabac, l'alcool, les carburants, etc.) diminuent de 13,4 % en g.a., les recettes de TVA et les taxes sur la consommation pour l'importation diminuent quant à elle de 9,5 %. Les recettes de l'impôt sur les sociétés diminuent de 5,4 %.

Les dépenses publiques s'établissent à 13 389 Mds RMB au premier semestre, en hausse de 3,9 % en g.a. (contre +5,9 % au S1 2022 et +6,8 % au T1). Les hausses les plus importantes concernent notamment les dépenses de sécurité sociale et d'emploi (+7,9 % en g.a.), de santé (+6,9 %), de remboursement de la dette (+5,5 %), et d'éducation (+5 %).

Sur ce premier compte, avant transferts et ajustements (non précisés par le ministère des finances), la Chine enregistre donc un déficit de 1 469 Mds RMB (184 Mds EUR), soit 2,5 % du PIB du S1 (2,0 % pour T1).

Du côté du deuxième compte public, la Chine enregistre une baisse de 16 % en g.a. (-28,4 % au S1 2022 et -21,8 % au T1) des revenus des fonds gouvernementaux au premier semestre, à 2 351 Mds RMB, tirée par la contraction des recettes des fonds gouvernementaux locaux (qui représentent l'essentiel du deuxième compte public). Ces derniers sont toujours fortement affectés par les difficultés du secteur immobilier : les recettes liées à la cession des droits d'usage des terrains (qui représentent 87 % des recettes des fonds locaux, et 79 % des recettes des fonds au niveau national) sont en forte baisse de 20,9 % en g.a. (contre -28,4 % au S1 2022 et -21,8 % au T1). Les dépenses des fonds sont en baisse de 21,2 % en g.a. (+31,5 % au S1 2022 et -15 % au T1), à 4 322 Mds RMB, tirées aussi par la contraction des dépenses liées à la cession des droits d'usage des terrains pour les gouvernements locaux, qui enregistrent une baisse de 21,3 % en g.a. Le solde du deuxième compte public est donc en déficit de 1 972 Mds RMB (246 Mds EUR), soit 3,3 % du PIB du S1 (3,6 % pour T1).

Politique économique : le gouvernement central annonce un plan de soutien à l'économie privée

Le 19 juillet, le gouvernement central a publié un « [avis](#) sur la promotion du développement et de la croissance de l'économie privée » comportant 31 mesures. Cette publication vise en partie à redresser la confiance des entreprises, en réaffirmant leur importance pour l'économie chinoise. Comme toujours pour ce type de documents, il s'agit de lister un ensemble d'orientations que devront mettre en œuvre concrètement les autorités compétentes. Si les orientations sont assez précises, l'efficacité du plan dépendra tout de même beaucoup de cette mise en œuvre.

Parmi les mesures identifiées figurent : la levée des barrières à l'entrée sans fondement, le renforcement de la concurrence, l'égalité d'accès aux capitaux des entreprises privées ou publiques, ou encore la standardisation des processus de liquidation. La simplification administrative est également évoquée. Plus largement, le document met en avant la compétitivité des entreprises et leur participation aux grandes stratégies nationales. En parallèle, il rappelle la direction idéologique du Parti communiste, le « développement sain » du secteur privé, ou encore le besoin de « guider les entrepreneurs sur la voie du patriotisme ». En détails :

1. Continuer à éliminer les barrières à l'entrée sur le marché
2. Mettre pleinement en œuvre le système de politique de concurrence loyale
3. Améliorer le mécanisme d'incitation ou de restriction en matière de crédit social
4. Améliorer le mécanisme de restructuration axé sur le marché
5. Améliorer la politique de soutien au financement des entreprises
6. Améliorer le mécanisme de prévention et d'assainissement des retards de paiement de l'administration aux entreprises privées
7. Renforcer la réponse aux besoins de talents et de main d'œuvre

8. Améliorer le mécanisme de distribution directe et rapide des fonds publics
9. Renforcer la communication sur les politiques et l'orientation des attentes
10. Défendre conformément à la loi les droits de propriété des entreprises privées ainsi que les droits et intérêts des entrepreneurs
11. Bâtir un système ou un mécanisme d'anticorruption et de prévention à la source destiné aux entreprises privées
12. Continuer à améliorer le système de protection de la propriété intellectuelle
13. Améliorer le système de contrôle et d'application des règles et des lois
14. Améliorer le mécanisme de contrôle à long terme sur le prélèvement de charges aux entreprises non conformément aux règles
15. Guider et améliorer les structures de gouvernance et les systèmes de gestion des entreprises
16. Soutenir l'amélioration des capacités d'innovation scientifique et technologique
17. Accélérer la promotion de la transformation numérique et de la transformation technologique
18. Encourager l'amélioration de la compétitivité internationale
19. Soutenir la participation aux grandes stratégies nationales
20. Encadrer et guider un développement sain des capitaux privés conformément à la loi
21. Améliorer le mécanisme de formation idéologique et politique du personnel de l'économie privée
22. Encourager et promouvoir l'entrepreneuriat
23. Renforcer le développement de la communauté des représentants de l'économie privée
24. Améliorer le système d'éducation et de formation du personnel de l'économie privée
25. Entretenir des relations à la fois sincères et saines entre les cadres du gouvernement et les entrepreneurs privés
26. Guider l'ensemble de la société pour comprendre de manière objective, correcte et complète l'économie privée ainsi que ses acteurs
27. Développer un environnement d'opinion publique respectueux de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans l'économie privée
28. Conduire les entreprises privées à mieux assumer leurs responsabilités sociales
29. Maintenir et renforcer la direction du Parti
30. Améliorer la mise en œuvre des mécanismes d'incitation ou de restriction
31. Faire des évaluations en temps opportun

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 193 Mds USD fin juin, en hausse mensuelle de 16 Mds USD (+0,52 %)

Selon la *State Administration of Foreign Exchange* ([SAFE](#)), les réserves de change de la Chine s'établissent à la fin du mois de juin à 3 193 Mds USD (contre 3 177 Mds USD fin de mai), soit une hausse modeste de 0,52 % sur le mois (+16 Mds USD). En unité SDR (*Special Drawing Rights*), le montant des réserves s'élève à 2 401 Mds (contre 2 393 Mds fin de mai).

Selon la SAFE, cette évolution est encore attribuable en majorité aux facteurs non transactionnels, c'est-à-dire l'évolution des politiques monétaires des principales puissances économiques, les indicateurs de macroéconomie

globale, la variation des taux de change, ainsi que la volatilité de valorisation des actifs financiers dans lesquels sont investies les réserves. Sur le mois de juin, l'indice du dollar (indice DXY, qui mesure l'évolution de la monnaie américaine par rapport à un panier de devises majeures) a modérément reculé (-1,25 %), favorisant légèrement la valorisation des actifs libellés dans les autres devises. Le rendement des bons du Trésor américain (dans lesquels seraient investi environ un quart des réserves chinoises, estimation fondée sur les [données officielles](#) américaines pour le mois de janvier) a progressé de 5,2 % sur le mois de juin, conduisant à une hausse de leur prix. Pour rappel, la répartition des actifs composant les réserves de change chinoises demeure confidentielle.

Par ailleurs, les données de la SAFE indiquent que les réserves en or (comptabilisées séparément des réserves de change) ont augmenté de 21 tonnes sur le mois, et s'établissent à 2 113 tonnes fin juin. En principe, les réserves en or ont augmenté pour 8 mois consécutivement.

L'ensemble des réserves officielles chinoises incluent les réserves de change, les réserves de SDR, les réserves en or, ainsi que les avoirs auprès du Fonds monétaire international (FMI) et les « autres actifs de réserves » (ces deux dernières catégories représentant une part marginale du total, à moins de 2 %). Depuis octobre, point de départ du cycle actuel de hausse du stock d'or (+165 tonnes jusqu'à présent, soit une hausse de 8,5 %), la part de l'or dans les réserves officielles chinoises a diminué de 0,1 points (passant de 3,9 % à 3,8 %), en grande partie sous l'effet de la valorisation des actifs liquides.

Inflation : en juin, la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) n'a pas évolué en g.a., l'Indice des Prix à la Production (IPP) se contracte plus largement, de -5,4 % en g.a.

Selon le Bureau National des Statistiques (NBS), la croissance de [l'IPC](#) s'établit à 0 % en juin en g.a. (contre 0,2 % en mai, la dernière fois que cet indice a été négatif était en février 2021). L'indice continue à diminuer, bien que les autorités affirment que la Chine n'est pas dans une situation déflationniste. En glissement mensuel, l'IPC enregistre une baisse de 0,2 %, comme le mois précédent. L'ensemble de janvier à juin, l'IPC augmente de 0,7 % en g.a. en moyenne.

La hausse des prix alimentaires se rétablit modérément (+2,3 % en g.a. en mai, contre +1,0 % en mai ; ils se contractent de -0,5 % en glissement mensuel). Dans le détail, le prix des légumes frais, qui augmente de 10,8 % (contre -1,7 % en mai), a la contribution la plus importante à ce chiffre. Le prix du porc continue à baisser, de -7,2 % en g.a., (contre -3,2 % en mai), et enregistre une baisse de -1,3 % en glissement mensuel. L'indice des prix non alimentaires a baissé de 0,6 % ; il baisse de 0,1 % en glissement mensuel. En particulier, le prix des carburants du transport a baissé de 17,6 % (contre -11,1 % en mai) et le prix des moyens du transport a baissé de -4,3 % (contre -4,2 % en mai).

L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et alimentaires) du juin n'est pas publiée.

En juin, [l'IPP](#) continue à se contracter, de -5,4 % en g.a. (contre une diminution de -4,6 % en mai). En glissement mensuel, il diminue de 0,8 %. Il s'agit de nouveau de la plus forte baisse sur les trois dernières années, après le record du mois d'avril. Cette diminution est principalement affectée par des facteurs tels que les fluctuations des prix internationaux des marchandises en grande quantité (surtout le pétrole brut et les métaux non-ferreux), une demande encore faible sur les marchés domestiques et étrangers et l'effet de base. Le prix des moyens de

production continue à se contracter, de -6,8 % en g.a. (contre -5,9 % en mai, et en glissement mensuel, il se contracte de -1,1 %), tandis que le prix des matières premières accentue également sa contraction, de -7, % en g.a. en mai à -9,5 % en juin. Le prix d'extraction s'enregistre une baisse significative, de -16,2 % en g.a. (contre -11,5 % en mai et une contraction de -3,5 % en glissement mensuel).

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Monnaie numérique : l'e-CNY dépasse les 1 800 Mds RMB de paiements cumulés

D'après les [déclarations](#) du gouverneur de la PBoC Yi Gang* mercredi lors d'un événement à Singapour, les transactions utilisant l'e-CNY, la monnaie numérique de banque centrale (MNBC) chinoise, avaient dépassé à la fin juin 2023 le montant cumulé de 1 800 Mds RMB (225 Mds EUR), soit une très forte augmentation par rapport aux chiffres à fin août 2022 (100 Mds RMB ; [voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 10 octobre 2022](#)). Le nombre de transactions atteint 950 millions (contre 360 millions fin août 2022). Le montant d'e-CNY en circulation représenterait d'après Yi Gang 0,16 % des espèces en Chine.

* NB : les autorités chinoises ne présentent plus Yi Gang comme gouverneur de la Banque centrale depuis la nomination le 1^{er} juillet dernier de PAN Gongsheng comme secrétaire du parti de la PBoC ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 3 juillet 2023](#)). Ce dernier n'est pour l'heure présenté, dans la communication officielle chinoise que comme secrétaire du parti et directeur de la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE). Yi Gang s'est présenté à l'événement de mercredi à Singapour comme le « président de la *China Society for Finance and Banking* », une entité de la PBoC.

Financement de l'économie : promulgation d'une réglementation sur les fonds de *private equity*

Le Premier ministre Li Qiang a signé une ordonnance du Conseil des affaires d'État promulguant la « Réglementation sur la supervision et le contrôle des fonds de *private equity* » (私募基金监督管理条例) qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2023. Cette réglementation vise à encourager un développement encadré et sain du secteur, mieux protéger les droits et intérêts des investisseurs et jouer davantage de rôle de servir l'économie réelle ainsi que de promouvoir l'innovation technologique, d'après les autorités chinoises.

Les points clés sont les suivants :

- **Clarifier les obligations des gestionnaires et des dépositaires de fonds PE** : définir les circonstances dans lesquelles peuvent être accordés certains statuts tels que gestionnaire de fonds PE ou actionnaire majoritaire, contrôleur, membre du conseil d'administration ou du conseil de surveillance ou cadre supérieur. Lister les comportements interdits des actionnaires, du contrôleur ou de l'associé du fonds et clarifier les exigences que les gestionnaires de fonds PE doivent continuer à respecter.
- **Encadrer la collecte de fonds et les opérations d'investissement** : Les fonds PE doivent être levés ou transférés à des investisseurs qualifiés. Les gestionnaires doivent proposer des produits avec différents niveaux de risque en fonction des capacités des investisseurs d'identifier et supporter les risques.
- **Définir des règles destinées aux fonds *venture capital* (start-up)** : l'Etat accorde un soutien politique aux fonds VC et les oriente vers des start-ups en expansion et innovantes en mettant en place une régulation différente de celle destinée aux autres fonds.
- **Renforcer la supervision et le contrôle et clarifier la responsabilité juridique** : Selon la réglementation, la China Securities Regulatory Commission (CSRC), en collaboration avec d'autres services du Conseil des affaires d'Etat concernés ainsi que les gouvernements locaux, doit établir un mécanisme

de partage d'informations sur la supervision et le contrôle des fonds PE, de communiquer des données statistiques ainsi que de coordonner sur le traitement des risques.

Pour rappel, en mai 2023, il y avait en total 22 000 gestionnaires de fonds PE enregistrés auprès de l'Association chinoise de gestion d'actifs avec 153 000 fonds sous gestion pour un montant total d'environ 21 000 Mds CNY. Les fonds PE s'investissent en grande partie dans de petites et moyennes entreprises de haute technologie en démarrage, contribuant à soutenir activement des stratégies nationales ainsi que des secteurs d'innovation technologique clés tels que l'ordinateur, le semi-conducteur et la biologie médicale. Le montant des investissements cumulés des fonds PE dans les sociétés susmentionnées était près de 5 000 Mds CNY au premier trimestre 2023.

Finance verte : 14 % de l'encours des obligations vertes chinoises jugées conformes à la « *common ground taxonomy* ».

Le 14 juillet, le [comité chinois de finance verte](#), (placé sous l'autorité de la « *Finance Association of China* » comprenant 40 membres permanents y compris les plus grandes institutions financières (*Bank of China*, l'Exim Banque, CIC etc.) ainsi que les entités administratives (NAFMII, l'association chinoise des banques, l'association chinoise des assurances, la bourse de Shanghai etc.), a publié la liste du premier lot des obligations vertes qui correspondent aux normes de « *common ground taxonomy* » établit par la Chine et l'Europe, au nombre de 193. Le montant total s'élève à 251,3 Mds RMB, qui représente 14 % de l'encours des obligations vertes en Chine. Pour les autorités, la certification approfondira la conformité des obligations vertes chinoises aux normes internationales, encouragera la circulation transfrontalière du capital vert, et attirera plus de pays à rejoindre à la taxonomie.

La certification de ces obligations est basée sur les conditions suivantes : l'obligation est émise sur le marché interbancaire ; elle n'est pas retraitée avant le 31 mars 2023 ; l'utilisation des fonds levés ou le projet investi répondent aux exigences de la « *common ground taxonomy* ». La majorité des fonds est investie dans la fabrication de batteries, la fabrication d'éoliennes, la fabrication de panneaux solaires, la fabrication d'équipements électroménagers économes en énergie, la génération éolienne/solaire/hydro d'électricité, le stockage d'énergie et le réseau de transport en commun, etc.

Marché des changes : la banque centrale relève le « paramètre d'ajustement des financements transfrontaliers », signalant une volonté de soutenir le yuan

Jeudi 20 juillet, la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) de la PBoC a [annoncé](#) augmenter le « paramètre d'ajustement des financements transfrontaliers » de 1,25 à 1,5 pour les entreprises et les institutions financières.

Mis en place en 2016, ce « paramètre d'ajustement » permet de calculer une limite maximale (et proportionnelle à leur taille de bilan) de financements d'origine étrangère pour les entreprises et institutions financières chinoises. Ainsi, le solde (pondéré en fonction des risques de maturité et de change) des « financements transfrontaliers » réalisés par les entreprises et les institutions financières ne doit pas dépasser une limite, calculée par la formule suivante : fonds propres ou actifs nets de l'entreprise considéré * ratio de levier financier transfrontalier *

paramètre d'ajustement macroprudentiel. Les deux paramètres de la formule sont fixés par la PBoC et la SAFE. Le ratio de levier financier transfrontalier est actuellement fixé à 0,8 pour les banques, 1 pour les institutions financières non bancaires et 2 pour les entreprises. Cette augmentation du paramètre d'ajustement permet donc aux entreprises chinoises de lever plus de fonds à l'étranger : elle vise à accroître les flux financiers entrants.

Depuis sa mise en place, ce paramètre a été ajusté à la hausse ou à la baisse selon la tendance d'évolution du yuan sur le marché des changes. Ainsi, en janvier 2021, le paramètre avait été abaissé de 1,25 à 1, dans un contexte de forte appréciation du yuan, puis relevé de 1 à 1,25 en octobre 2022, alors que le yuan perdait plus de 12 % face au dollar depuis le début de l'année 2022. La nouvelle augmentation cette semaine intervient dans un contexte où le yuan continue de se déprécier face au dollar (-4% depuis le début de 2023).

Marché boursier : les indices sont en baisse cette semaine

Les indices boursiers chinois sont tous en baisse cette semaine. Après une hausse modeste sur la semaine dernière, cette nouvelle baisse les fait reculer depuis le début du mois de juillet. En particulier, l'indice principal de la bourse de Pékin a diminué, pour la première fois, de plus de 10 % par rapport à son niveau au début de l'année.

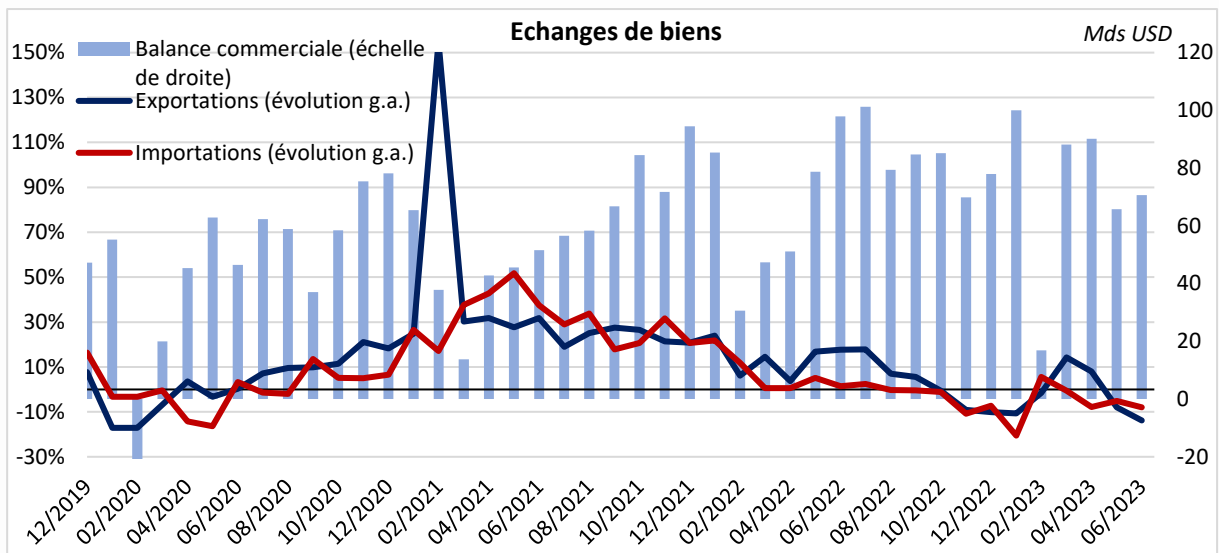
S'agissant du *stock connect*, les marchés ont enregistré la semaine dernière des entrées nettes de capitaux d'un montant de 19,8 Mds RMB, tandis que pour cette semaine ce sont des sorties nettes d'un montant de 7,5 Mds RMB.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 17 et le 21 juillet	-2,0%	-2,2%	-2,4%	-2,7%	-3,6%	-2,6%
Depuis le 1er juillet	-0,5%	-1,1%	-2,0%	-2,3%	-4,9%	-5,0%
Depuis le 1er janvier	-1,3%	2,5%	-1,9%	-7,8%	-0,5%	-10,1%

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : baisse des exportations et des importations avec le reste du monde

- **-13,9 % en g.a. à 283,5 Md\$ pour les exportations de biens en juin** après une baisse de 8,0 % en mai. Cette baisse s'explique par un effet de base (les exportations avaient augmenté de 17,7 % en g.a. en juin 2022), la dégradation de la conjoncture internationale, un effet prix du fait de la baisse du cours des matières premières et de la dépréciation du yuan (7,3 USD/CNY fin juin 2023 contre 6,7 USD/CNY un an plus tôt). Les exportations ont baissé vers l'ensemble des principaux clients de la Chine, dont l'UE (-12,9 % à 44,0 Md\$, du fait de la baisse des exportations de 15,0 % à 9,0 Md\$ vers l'Allemagne et de 6,3 % à 4,0 Md\$ vers la France), l'ASEAN (-16,9 % à 43,3 Md\$), les Etats-Unis (-23,7 % à 42,7 Md\$), Hong Kong (-20,6 % à 22,1 Md\$), et le Japon (-15,6 % à 12,5 Md\$). Elles ont augmenté vers la Russie (+90,9 % à 9,6 Md\$). Les exportations de produits mécaniques et électriques (-9,0 % à 166,8 Md\$, -19,4 % à 11,2 Md\$ pour les circuits intégrés), de produits technologiques (-16,8 % à 68,7 Md\$), l'habillement (-14,3 % à 11,6 Md\$), d'acier et de fer (-42,7 % à 7,0 Md\$), et de produits agroalimentaires (-6,6 % à 7,9 Md\$) sont en baisse. Les ventes de voitures (+109,9 % à 7,8 Md\$) enregistrent une forte hausse.
- **-8,0 % en g.a. à 214,7 Md\$ pour les importations de biens depuis le reste du monde en juin**, après -5,1 % en mai, -7,8 % en avril, et -0,6 % en mars. Les importations ont baissé en provenance de l'ASEAN (-4,1 % à 34,1 Md\$), de Taiwan (-15,6 % à 17,1 Md\$), des Etats-Unis (-4,1 % à 14,0 Md\$), et du Japon (-14,3 % à 13,6 Md\$). Elles sont restées stables depuis l'UE (-0,7 % à 24,9 Md\$) du fait de la hausse des importations de 20,5 % à 3,4 Md\$ en provenance de France et de 0,7 % à 9,4 Md\$ des importations en provenance d'Allemagne, et ont enregistré une hausse en provenance d'Australie (+6,2 % à 13,2 Md\$), de Russie (+15,7 % à 11,3 Md), et du Brésil (+2,8 % à 11,1 Md\$). La baisse des importations de produits électriques et mécaniques (-8,8 % à 80,9 Md\$, notamment du fait de la baisse de 13,6 % à 31,1 Md\$ des importations de circuits intégrés), de produits *high-tech* (-10,4 % à 58,9 Md\$), et de pétrole (-1,4 % à 28,2 Md\$) n'a pas été compensée par la hausse des importations de certaines matières premières, telles que l'agroalimentaire (+4,4 % à 21,2 Md\$), le gaz naturel (+3,7 % à 5,0 Md\$), et le charbon (+47,6 % à 4,5 Md\$).
- **L'excédent commercial chinois s'est élevé à 70,6 Md\$ en juin**, en baisse (-27,9 %) par rapport à juin 2022 (97,9 Md\$). Sur le premier semestre 2023, la Chine enregistre néanmoins son plus important excédent commercial sur la période (431,7 Md\$; +10,4 % par rapport au record précédent réalisé au S1 2022).
- **Le commerce bilatéral avec la Russie était en forte hausse en juin** (+41,2 % en g.a. à 20,8 Md\$, après +20,6 % en mai, +37,2 % en avril, et +71,9 % en mars). La tendance de la hausse des importations en provenance de Russie (+15,7 % en g.a. à 11,3 Md\$) reflète depuis le mois de mai 2022 une hausse des importations chinoises en volume. Les exportations chinoises vers la Russie ont quant à elles augmenté en juin (+90,9 % en g.a. à 9,6 Md\$) ; elles sont en forte hausse depuis le mois de juillet 2022 : +19,2 % en janvier-février, +136,4 % en mars, +87,6 % en avril, +114,3 % en mai.



Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-juin 2023 (source : douanes chinoises)

	Montant (Md\$)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	2 940,5	-4,4 %
Exportations chinoises	1 686,1	-2,8 %
Importations chinoises	1 254,4	-6,6 %
Balance commerciale	431,7	augmentation de la balance commerciale de 40,5 Md\$

Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-juin 2023 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Md\$)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	184,6	14,7	-5,4 %
Union européenne	141,3	11,3	-1,5 %
<i>dont Allemagne</i>	54,0	4,3	-3,1 %
<i>dont France</i>	19,3	1,5	+14,5 %
Taiwan	91,9	7,3	-25,3 %
États-Unis	88,0	7,0	-3,6 %
Australie	79,3	6,3	+14,9 %
Japon	77,8	6,2	-16,9 %
Corée du Sud	77,2	6,2	-25,0 %
Russie	61,9	4,9	+22,3 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-juin 2023 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Md\$)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	270,1	16,0	+2,4 %
Union européenne	259,3	15,4	-6,5 %
<i>dont Allemagne</i>	52,2	3,1	-9,6 %
<i>dont France</i>	21,3	1,3	-9,2 %
États-Unis	243,3	14,4	-16,9 %
Hong Kong	126,9	7,5	-11,6 %
Japon	79,6	4,7	-4,7 %
Corée du Sud	77,3	4,6	-5,3 %
Russie	52,5	3,1	+77,6 %

Industrie et numérique

Economie numérique : l'amende infligée à Ant Group indique un changement de ton des autorités à l'égard des plateformes

La [People's Bank of China \(PBOC\)](#) et la [China Securities Regulatory Commission \(CSRC\)](#) ont annoncé le vendredi 7 juillet avoir infligé une amende d'un montant de 7,1 Mds CNY (984 millions USD) à Ant Group. La sanction a été prononcée en raison des violations légales et réglementaires commises par Ant Group dans des domaines tels que la gouvernance d'entreprise, la protection financière des consommateurs, l'implication avec les banques et les assureurs, le paiement et le règlement, la lutte contre le blanchiment d'argent et la vente de fonds d'investissement.

Ant Group a déclaré [dans un communiqué](#) qu'il « avait procédé à une rectification proactive de ses activités depuis 2020 » et qu'il « se conformerait aux conditions de la pénalité avec sérieux et sincérité ». Ant Group arrive au terme d'une restructuration de plusieurs années menée sous l'égide de la PBOC suite à la suspension abrupte de son introduction en bourse en novembre 2020. La PBOC a opéré des changements drastiques dans les activités de Ant Group, notamment le découplage de sa branche très lucrative de prêts à la consommation de son service de paiement Alipay.

La *spinoff* d'Alibaba s'est également efforcée de rompre les liens avec sa maison-mère, fondée par Jack Ma, en délicatesse avec les régulateurs chinois et contraint jusqu'à récemment à l'exil jusqu'à la réorganisation d'Alibaba Group en six entités distinctes ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 27 mars 2023](#)). Alibaba [a retiré](#) tous les dirigeants d'Ant Group de son *board* et a mis fin à l'accord de partage de données conclu pour 50 ans avec Ant Group. En janvier, Ant Group a annoncé que Jack Ma [renoncerait](#) à ses droits de contrôle de la société.

L'annonce de vendredi permettra à Ant Group d'aborder plus sereinement son avenir, en particulier concernant la relance d'un projet d'introduction en bourse et l'obtention d'une licence de société de portefeuille financier (FHC). Des sources proches d'Ant Group, [citées par Caixin](#), ont déclaré que la société ne serait probablement pas autorisée à s'inscrire sur un marché boursier à court terme. [Selon Bloomberg](#), la valeur estimée d'Ant a été ramenée de 235 milliards de dollars à 63,8 milliards de dollars aujourd'hui avant que les autorités chinoises ne mettent un terme à son introduction en bourse en novembre 2020.

Le montant de l'amende est similaire à celui imposé à d'autres plateformes numériques chinoises dans le contexte d'une campagne gouvernementale visant à réguler les pratiques monopolistiques, les comportements antitrust et les violations de données. En 2021, Alibaba a été condamné à [une amende record](#) de 18,2 milliards de yuans (2,75 Mds USD) et [Meituan](#) à une amende de 3,44 milliards de yuans (533 millions USD) par la State Administration for Market Regulation (SAMR) pour avoir enfreint les règles antitrust.

Economie numérique : Li Qiang érige les plateformes numériques comme partenaires-clés pour le développement de l'économie chinoise

L'annonce de l'amende infligée à Ant Group peut être paradoxalement considérée comme une indication de la fin de la phase de mise au pas réglementaire pour les plateformes numériques initiée en 2020.

Le premier ministre Li Qiang [a déclaré](#) mercredi 12 juillet lors d'une session de travail conjoint avec 10 plateformes numériques (notamment Alibaba Cloud, Meituan et Douyin) que le gouvernement s'attellerait à « optimiser les systèmes réglementaires transparents et prévisibles afin de réduire les coûts de conformité de ces entreprises [et à] établir et améliorer les mécanismes de communication réguliers avec les plateformes numériques, de comprendre rapidement leurs problèmes et leurs demandes, et d'améliorer les politiques et les mesures pertinentes pour promouvoir un développement bien réglementé, sain et durable de l'économie de plateforme ».

L'accent n'est pas mis sur un recul de la réglementation, mais plutôt sur la prévisibilité, la communication avec les organes régulateurs, notamment concernant leurs demandes. Les acteurs du numérique ont régulièrement fait état du manque de prévisibilité et de transparence lors de l'imposition d'amendes (cf supra). Les principales plateformes chinoises enregistrées à la bourse de Hong Kong auraient perdu près de 1000 Mds USD en valeur pendant tout le long de la campagne de répression étalée entre 2020 et 2021, selon les données de Refinitiv mentionnées par [Reuters](#).

Les commentaires du Premier ministre font écho à un rapport de la NDRC publié le même jour, [repris dans la presse chinoise](#). La NDRC reconnaît que les plateformes ont « promu un niveau élevé d'autonomie scientifique et technologique, promu la qualité de l'économie réelle et augmenté l'efficacité, et contribué à la promotion de la construction d'un système industriel modernisé et à la promotion d'un développement de haute qualité ». Dans ce rapport, la NDRC souligne l'importance des plateformes pour l'innovation technologique et numérique. Entre 2020 et 2022, les dix premières plateformes numériques chinoises ont réalisé des investissements cumulés en R&D de plus de 500 milliards de yuans, avec un taux de croissance annuel moyen de 15 %, et un nombre total de brevets déposés supérieur à 50 000.

Intelligence artificielle : la publication de mesures intérimaires concernant les *chatbots* destinés à un usage public ouvre la voie à leur mise en service sur le marché chinois

La Chine a [publié](#) ce jeudi 13 juillet une « réglementation intérimaire concernant la gestion de services d'intelligence artificielle générative » (LLM). Ces nouvelles mesures ont été élaborées conjointement par sept administrations chinoises, sous la coordination de l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), et doivent entrer en application le 15 août prochain.

Tout fournisseur de technologies IA génératives générant du texte, des images, du son, de la vidéo destinés au public doit se confirmer aux « valeurs socialistes fondamentales » et de ne pas générer de contenus prohibés dans le cyberspace chinois (contenus subversifs à l'égard de l'Etat et du Parti, visant à nuire à la sécurité et à l'unité du pays, ainsi que les contenus à caractère raciste, violent ou pornographique). En cas de circulation d'un contenu prohibé, les plateformes doivent interrompre la diffusion et signaler le contenu aux autorités compétentes. Elles doivent également mettre en œuvre des dispositifs pour éviter les phénomènes de dépendances, notamment à l'égard des mineurs.

Par ailleurs, tout fournisseur de LLM doit s'assurer de la légalité de la collecte et de la conservation des données, ainsi que de « mettre en œuvre des mesures » visant à améliorer la qualité des données utilisées pour l'entraînement des modèles. Ces mesures renvoient explicitement au cadre juridique chinois en matière de protection des données, construit sur les « trois lois » (loi sur la cybersécurité, loi sur la sécurité des données et

loi sur la protection des informations personnelles). En outre, les fournisseurs de LLM doivent procéder à un examen de sécurité et enregistrer leurs algorithmes auprès du gouvernement, selon les règles publiées par sept agences gouvernementales.

Ces mesures intérimaires sont basées sur un projet de régulation divulgué en avril dernier et ouvert au commentaire ([voir les brèves du SER de Pékin du 10 avril 2023](#)). Ce projet avait été critiqué comme trop punitif et complexe à mettre en œuvre pour les fournisseurs de technologies IA.

A l'inverse, les développeurs de services IA au bénéfice des « groupes industriels, entreprises, établissements d'enseignement et de recherche, institutions culturelles publiques et institutions professionnelles concernées par le développement et l'application des technologies d'IA générative » ne sont pas concernés par ces mesures, qui rappellent explicitement cette exemption. Le gouvernement chinois cherche à lier le développement et l'utilisation de l'IA à ses priorités économiques et industrielles actuelles, tout en essayant de contrôler le développement des utilisations de l'IA au sein du grand public, principal cas d'utilisation susceptible de contenir des risques pour la sûreté de l'Etat. Ce compromis serait le fruit de consultations entre les régulateurs chinois et les acteurs économiques concernés par l'utilisation de l'IA à des fins industriels [selon Caixin](#).

Toutefois, le statut quo actuel est difficilement supportable pour les développeurs chinois de LLM pour l'instant privés de déployer leurs outils auprès du public. Ernie Bot de Baidu et Tongyi Qianwen d'Alibaba Group sont encore au stade du banc d'essais ou réservés à un usage professionnel limité du fait du manque d'un cadre juridique lisible concernant l'utilisation de ces modèles pour le grand public. Ce blocage empêche les entreprises chinoises de l'IA d'essayer et d'améliorer leurs modèles en conditions réelles avec des interactions avec un public diversifié.

Ce nouveau cadre réglementaire a pour ambition de rendre compatible l'effort d'innovation en matière de IA avec les exigences spécifiques au contexte politique chinois. L'effet positif de ces nouvelles mesures intérimaires se ferait déjà sentir : les développeurs de LLM s'empressent de demander des évaluations de sécurité et d'enregistrer leurs algorithmes auprès du CAC [selon Caixin](#), étape préalable avant l'approbation officielle de l'autorité de régulation avant de commercialiser leurs produits.

Huawei : des rumeurs persistantes circulent concernant la sortie d'un smartphone 5G

Selon des rumeurs relayées [notamment par Reuters](#), Huawei serait sur le point d'annoncer le lancement d'un smartphone 5G, qui serait mis en production d'ici la fin de l'année. Ce projet n'est pas nouveau pour Huawei, mais avait été sérieusement entravé par les restrictions américaines en vigueur depuis 2019 et entravant les approvisionnements du groupe installé à Shenzhen. Depuis, Huawei n'avait été en mesure que de proposer des smartphones 4G, notamment le Mate 40 Pro, sorti en 2020 grâce au reliquat de semi-conducteurs avancés amassé par Huawei avant l'annonce des restrictions états-uniennes.

Certaines de ces rumeurs, [démenties](#) par l'entreprise, indiquent que l'équipementier Qualcomm serait autorisé par les autorités états-uniennes à vendre à Huawei des composants 5G, à rebours des dispositions en vigueur aux Etats-Unis. Huawei a indiqué dans un second temps que le groupe ne coopérerait pas avec Qualcomm.

A l'inverse, Huawei se tournerait vers des composants produits en Chine, notamment par SMIC [selon Reuters](#). Par ailleurs, Huawei fournit d'importants efforts de R&D en matière de production nationale de semi-conducteurs, et a enregistré une avancée significative en mars dernier dans le domaine de la conception de semi-conducteurs avancés (14 nm). Huawei dispose également d'Hisilicon, filiale spécialisée dans la conception *fabless* de semi-conducteurs.

Automobile : Renault signe un accord de coentreprise avec le groupe chinois Geely

Le 11 juillet, Renault a [annoncé](#) la signature d'un accord de coentreprise à parts égales avec le groupe chinois Geely. La nouvelle société vise à développer et fabriquer des moteurs hybrides ainsi que des moteurs à combustion interne à haut rendement énergétique.

Aramco (Arabie Saoudite), qui a signé une lettre d'intention avec Renault et Geely le 2 mars 2023, évalue un investissement stratégique dans la coentreprise. Un tel investissement aurait pour objectif de contribuer à la recherche et au développement de carburants synthétiques et de technologies d'hydrogène de nouvelle génération.

La coentreprise sera dirigée conjointement par Renault et Geely, avec un conseil d'administration paritaire chargé de définir les orientations stratégiques. L'organisation initiale assurera la continuité de l'activité avec deux centres opérationnels implantés à Madrid (Renault) et Hangzhou (Geely). Une équipe de direction sera basée au siège de la coentreprise, qui devrait être établi au Royaume-Uni, afin de consolider les opérations et d'établir des synergies. Renault et Geely transféreront la propriété intellectuelle aux centres opérationnels pour faciliter le développement des technologies.

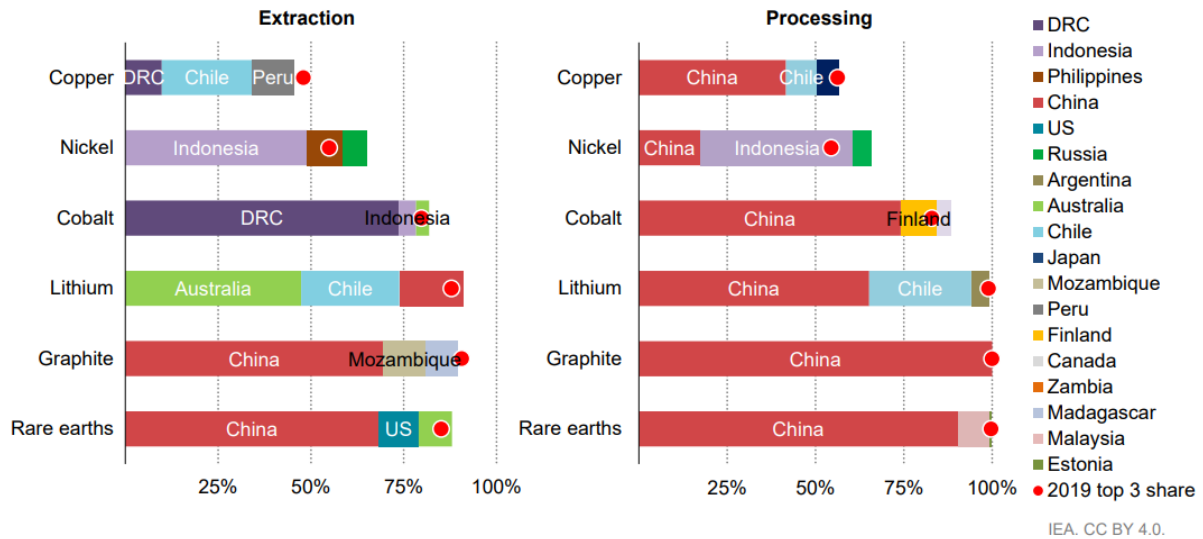
Parmi les futurs clients annoncés, figurent notamment Renault, Geely, Volvo, Proton, Nissan, Mitsubishi et PUNCH Torino. Renault et Geely souhaitent conclure un accord d'approvisionnement à long terme auprès de leur nouvelle coentreprise pour les moteurs hybrides et à combustion interne destinés aux véhicules particuliers. Par ailleurs, Renault achètera des moteurs pour les véhicules utilitaires légers.

Pour mémoire, Renault et Geely avaient signé un accord-cadre en novembre 2022 ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 7 novembre 2022](#)). Geely est un constructeur privé basé à Hangzhou, propriétaire de Volvo et actionnaire minoritaire de Daimler.

Matières premières : une étude de l'Agence internationale de l'Energie (AIE) documente le rôle central de la Chine dans les minéraux critiques

Le 11 juillet, l'Agence internationale de l'Energie (AIE) a [publié](#) sa première édition annuelle du *Critical Minerals Market Review*. Cette étude met en évidence la forte concentration de l'offre de minéraux critiques bruts et transformés autour d'un nombre restreint de pays, dont la Chine :

Share of top three producing countries in total production for selected resources and minerals, 2022



Notes: DRC = Democratic Republic of the Congo. Graphite extraction is for natural flake graphite. Graphite processing is for spherical graphite for battery grade.
Sources: IEA analysis based on S&P Global, USGS (2023), [Mineral Commodity Summaries](#) and Wood Mackenzie.

Source : AIE

La Chine domine la transformation des minéraux critiques, en particulier pour le graphite et les terres rares. Parmi les projets de transformation de lithium prévus entre 2023 et 2030, près de la moitié (49 %) seront menés en Chine. Cette proportion s'élève à 36 % pour le cobalt. La Chine investit également dans des installations de traitement et de raffinage dans d'autres régions, souvent dans le but de s'assurer un accès stratégique aux matières premières. C'est notamment le cas pour la transformation du nickel en Indonésie, alors que le pays a interdit l'exportation de minerai de nickel afin de développer sa chaîne de valeur intermédiaire. La Namibie et le Zimbabwe suivent des stratégies similaires en prohibant l'exportation de tous les minerais non transformés.

Moins présente sur l'extraction des minéraux critiques, la Chine cherche à diversifier ses approvisionnements et a investi dans des actifs miniers en Afrique et en Amérique latine. Entre 2018 et le premier semestre 2021, les entreprises chinoises ont mobilisé 4,3 Mds USD pour acquérir des actifs de lithium, soit deux fois le montant engagé par les entreprises des Etats-Unis, de l'Australie et du Canada réunis au cours de la même période.

Les acteurs de la mobilité électrique investissent dans la chaîne de valeur des minerais critiques en vue de sécuriser leurs approvisionnements. Le second actionnaire de CATL, Sichuan CATL, a acquis une participation de 25 % d'une valeur de 3,7 Mds USD dans CMOC, second producteur de cobalt en République démocratique du Congo (RDC). Un consortium dirigé par CATL a également remporté un appel d'offres pour développer les réserves de lithium en Bolivie, avec un plan d'investissement de plus de 1 Md USD dans la première phase du projet. En outre, BYD négocie l'acquisition de six mines de lithium (dont les noms ne sont pas connus) en Afrique, contenant plus de 25 Mt de minerai.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Développement durable, énergie et transports

Industrie aéronautique : premier vol commercial utilisant du carburant d'aviation durable en Chine

Le 14 juillet 2023, Air China [a effectué](#) le premier vol commercial en Chine incorporant du carburant d'aviation durable (SAF). Un Airbus A350-900 volant de l'aéroport international de Hangzhou Xiaoshan à Pékin était propulsé par un mélange incorporant 10% de SAF du fournisseur local Sinopec. La compagnie, qui a qualifié cet événement de « vol thématique », n'a pas communiqué sur une éventuelle utilisation régulière des SAF pour ses opérations commerciales.

Le 11 juin dernier, un hélicoptère Airbus H125 exploité par l'entreprise d'Etat State Grid Space Technology Co., Ltd. (SGST) avait effectué pour la première fois en Chine une démonstration de vol utilisant du carburant d'aviation durable (SAF) à l'aéroport de Hefei Shiwan, en partenariat avec Airbus Helicopters et Safran Helicopters Engines ([voir les brèves du SER de Pékin du 12 juin 2023](#)).

Industrie aéronautique : la CAAC certifie l'hélicoptère H175 dans la foulée de la certification de l'avion chinois Y12F par l'EASA

L'avion Y12F, développé par le constructeur chinois HAIG (Harbin Aircraft Industry Group Co., Ltd), filiale d'AVIC, [a obtenu](#) le certificat de type de l'Agence européenne pour la sécurité aérienne (EASA) le 13 juillet dernier. L'avion Y12F est un avion bimoteur d'une capacité d'emport de 19 personnes et destiné à divers usages tels que le transport de passagers et de fret, la surveillance maritime, la photographie aérienne, l'exploration géologique ou encore les opérations de secours.

Dans la foulée de l'annonce par l'EASA, la CAAC a délivré la validation du certificat de type de l'hélicoptère H175. Cette certification permettra de commencer les livraisons de H175 en Chine, dont quatre sont prévues pour l'année 2023. "La certification chinoise du H175 est une nouvelle grande réussite dans le cadre du partenariat fructueux et continu entre Airbus Helicopters et l'industrie chinoise de l'hélicoptère ", [a déclaré](#) Bruno Even, CEO d'Airbus Helicopters. "Les performances et la fiabilité du H175, à la pointe de la technologie, permettront à la population chinoise d'effectuer des missions critiques de sauvetage, même dans les conditions les plus difficiles", a-t-il ajouté.

Climat et environnement : temps forts politiques à haut niveau sur l'environnement avec une réunion de l'organe suprême du PCC et une conférence nationale ouverte par Xi Jinping

Une [réunion](#) de la Commission centrale pour l'approfondissement de la réforme a été tenue le 11 juillet, durant laquelle l'organe décisionnel suprême pour la réforme de la Chine a approuvé une série de documents politiques, dont certains consacrés aux objectifs climatiques, au marché des commodités énergétiques et au marché d'électricité. Les trois documents entérinent au plus haut niveau politique les orientations prises dans chacun de ces domaines.

L'« Avis sur le passage progressif du double contrôle de l'énergie au double contrôle du carbone » (le « double contrôle » désigne le contrôle à la fois de l'intensité et de la consommation d'énergie/émissions du carbone) réitère l'importance d'améliorer les capacités de base et les systèmes de soutien à la mise en œuvre du mécanisme de double contrôle du carbone. L'« Avis sur l'approfondissement de la réforme du système des marchés du pétrole et du gaz » vise à renforcer le système complet de production, d'approvisionnement, de stockage et de commercialisation de ces deux commodités. La réunion rappelle qu'il est nécessaire d'intensifier la supervision du marché, de promouvoir une concurrence loyale et d'approfondir la réforme du système de réserves de pétrole et de gaz. Enfin, l'« Avis sur l'approfondissement de la réforme du secteur de l'électricité et la construction du nouveau système électrique » est un document [très attendu](#) par les acteurs et analystes du secteur. La réunion a souligné la nécessité de concevoir de manière scientifique et rationnelle la construction d'un nouveau système électrique, de réduire progressivement la part des énergies conventionnelles de manière planifiée et graduelle sur la base d'une substitution sûre et fiable par de nouvelles sources d'énergie. Le texte intégral de ces avis n'est pas disponible pour le moment et devrait être publié prochainement.

Les 17 et 18 juillet, la [conférence](#) nationale sur la protection de l'écologie et de l'environnement s'est tenue à Pékin. Cette 9^e édition, depuis la création de cette conférence en 1973, a été présidée par le premier ministre chinois Li Qiang et a réuni des hauts fonctionnaires du pays, notamment l'ensemble du comité permanent du Politburo, des administrations centrales et des cadres de toutes les provinces. Le président Xi Jinping y a prononcé un discours important qui définira l'orientation des travaux nationaux en matière d'environnement pour les cinq prochaines années. Il a souligné qu'il s'agirait d'une période cruciale pour la construction d'une « belle Chine » en considérant un environnement de qualité comme support d'un développement économique de qualité. Il a appelé à une amélioration remarquable du cadre de vie dans les zones urbaines et rurales ainsi qu'à l'avancement de la modernisation fondée sur l'harmonie entre l'homme et la nature. Par ailleurs, le président chinois a affirmé que les objectifs climat de la Chine étaient « inébranlables » et que le pays résisterait aux pressions pour modifier ses plans (« la voie, la méthode, le rythme et l'intensité pour atteindre les objectifs climatiques doivent être déterminés par nous-mêmes et ne seront jamais influencés par d'autres »).

Climat : John Kerry en visite à Pékin relance le dialogue climatique entre les Etats-Unis et la Chine mais ne parvient pas à obtenir un accord

John Kerry, envoyé spécial pour le climat des Etats-Unis, a effectué une visite de 4 jours à Pékin du 16 au 19 juillet, lors de laquelle il a rencontré le Vice-Président HAN Zheng, le premier ministre LI Qiang, le directeur de la commission des affaires étrangères du PCC et ancien ministre des affaires étrangères, WANG Yi, et l'envoyé spécial pour le climat XIE Zhenhua. Cette visite a lieu dans le sillage de celles d'Antony Blinken, Secrétaire d'Etat américain, et de Janet Yellen, Secrétaire du Trésor. Le dernier entretien entre John Kerry et Xie Zhenhua datait de la COP27 en Egypte en novembre 2022.

Dans le contexte de vagues de chaleur mondiales sans précédent, ces rencontres de haut niveau ont permis aux deux plus grands émetteurs mondiaux de reprendre les discussions climatiques, après un arrêt décidé par la partie chinoise il y a un an. Alors que les échanges sur le climat avaient constitué l'un des thèmes principaux d'échanges après la fin de l'administration Trump, leur valant d'être qualifiées « d'oasis » au sein des relations diplomatiques tendues entre les deux pays, elles n'avaient pas résisté à la crise autour de la visite de Nancy Pelosi à Taïwan en

2022. Le média d'Etat chinois Xinhua a d'ailleurs réaffirmé que les discussions climatiques ne pouvaient être décorrélées de la relation bilatérale globale.

Si aucun nouvel accord climatique n'a été acté entre les deux pays, John Kerry a tout de même annoncé que la Chine travaillait sur les derniers détails de son plan méthane, promis de longue date ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 29 mars 2021](#) et du [22 novembre 2021](#)), que les deux pays ont convenu de rencontres plus fréquentes et « qu'ils collaboreraient à haut niveau pour promouvoir des résultats positifs à la COP 28 ». Les sujets de l'atténuation climatique, de la transition verte, des cibles climatiques globales, du méthane, de l'électricité au charbon et des voies potentielles de coopération bilatérale ont été abordés pendant ces rencontres.

Pour rappel, la Chine et les Etats-Unis avaient conclu une « déclaration conjointe sur le renforcement de l'action climatique » lors de la COP26 à Glasgow en 2021, mettant en place un groupe de travail sur le climat et le méthane qui n'avait jamais pu être mis en œuvre du fait des tensions ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 8 novembre 2021](#)).

Enfin, si John Kerry n'a pas rencontré le Président chinois, ce dernier a pu faire écho à cette visite, lors de la conférence sur la protection de l'écologie et de l'environnement (cf. brève infra), en assénant que les objectifs climat de la Chine étaient « inébranlables » et que le pays résisterait aux pressions pour modifier ses plans (« *la voie, la méthode, le rythme et l'intensité pour atteindre les objectifs climatiques doivent être déterminés par nous-mêmes et ne seront jamais influencés par d'autres* » selon les mots du président chinois »).

Sources : [Reuters](#), [FT](#), [Xinhua](#), [Bloomberg](#)

Climat : position conservatrice de la Chine dans les négociations internationales pour la décarbonation du transport maritime

L'Organisation Maritime Internationale (OMI), institution spécialisée de l'ONU, a tenu des négociations climatiques importantes du 3 au 7 juillet à Londres dans le cadre de son comité pour la protection du milieu marin (MEPC). Cette session du MEPC avait pour objectif d'établir une [stratégie climatique pour le secteur du transport maritime](#) international (qui représente 3 % des émissions mondiales). Les négociations ont notamment permis de fixer une cible de neutralité carbone « d'ici ou autour de 2050 » pour l'industrie du transport maritime.

D'après le média britannique [Carbon Brief](#), la Chine, qui est un acteur majeur du secteur (elle possède 8 des 10 plus grands ports mondiaux, la plus grande flotte et représenterait 8 % des émissions du secteur), s'est montrée bloquante sur la proposition d'une taxe carbone applicable au transport maritime, qui n'a pas été retenue pour le moment. Elle a argué que cette taxe augmenterait les coûts de transport, nuirait aux chaînes de valeur mondiales et imposerait un fardeau disproportionné aux pays en voie de développement (alors même que cette proposition avait été formulée par les pays insulaires du Pacifique). La Chine, à la tête d'une coalition moins ambitieuse, a proposé à la place un système d'échanges d'émissions au sein d'un "Fonds international pour les carburants et les combustibles durables dans le secteur maritime" et un périmètre restreint des émissions concernées (pas sur l'entièreté du cycle de vie « du puits au sillage » mais seulement les émissions directes des navires). Elle s'est aussi opposée à des cibles intermédiaires de réduction d'émissions en 2030 et 2040.

In fine ont été retenus dans le texte final : une cible de 5 % minimum en s'efforçant de passer à 10 % de combustibles alternatifs à émissions de GES nulles ou quasi nulles d'ici à 2030, une cible de baisse de l'intensité carbone d'au moins 40 % en 2030 par rapport à 2008, des « points de contrôle indicatifs » de réduction des émissions pour 2030 (20-30 % de réduction par rapport à 2008) et 2040 (70-80 % de réduction par rapport à 2008) et la neutralité carbone « autour de » 2050 pour les émissions du puits au sillage. Afin d'atteindre ces cibles, l'OMI envisage de mettre en place des normes sur les carburants marins, et un mécanisme de tarification des émissions de GES, sans plus de précisions.

Pour rappel, la Chine dispose de plusieurs politiques au niveau national (14^e plan quinquennal sur les transports verts comprenant des objectifs de réduction des émissions du transport maritime) et au niveau provincial (à Shenzhen, législation sur la "transformation verte et à faible émission de carbone" du transport maritime, le transport maritime est couvert par le système ETS à Shanghai). La Chine explore également l'utilisation de "carburants alternatifs" (GNL, ammoniac, hydrogène), notamment sous la poussée des armateurs occidentaux qui fréquentent ses ports.

Climat : le livre bleu annuel sur le climat présente un bilan alarmant des impacts du changement climatique en Chine

Alors qu'une grande partie de la Chine fait face à des phénomènes climatiques extrêmes (inondations, typhons, sécheresses, vagues de chaleur...), l'administration météorologique chinoise a [publié](#) son livre bleu (*Blue Book*) annuel sur le changement climatique (publié depuis 2011). Comme l'année précédente ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 15 août 2022](#)), il tire la sonnette d'alarme sur les risques croissants auxquels la Chine est confrontée : les températures estivales, les niveaux d'élévation de la mer, les événements météorologiques extrêmes (au nombre de 3051) et la fonte des glaciers et du pergélisol (Qinghai-Tibet) sont les plus importants jamais enregistrés depuis le début des mesures en 1961. Entre 1961 et 2022, les précipitations annuelles moyennes ont augmenté de 0,8 % tous les dix ans, tandis que le nombre de jours de fortes précipitations a augmenté de 4,2 % tous les dix ans, avec des variations régionales : la région du Qinghai-Tibet est de plus en plus touchée, tandis que le sud-ouest l'est de moins en moins. Les 8 dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées en Chine et constat est fait, comme l'année dernière, que le taux de réchauffement de la Chine est supérieur à la moyenne mondiale.

Malgré ces données très alarmantes, le livre bleu souligne la reconstitution des mangroves depuis le début des années 2000 (240 km², soit le niveau de 1980). Une observation également faite dans le Bulletin écologique et météorologique 2022 [publié](#) également par l'administration météorologique chinoise, qui évalue l'impact des conditions météorologiques sur l'écologie. L'indice de qualité écologique est ainsi en hausse grâce aux efforts de protection de la Chine, mais aussi aux conditions météorologiques (augmentation de la température et des précipitations dans certaines régions, comme celle du Fleuve Jaune et de Sanjianyuan dans le plateau Qinghai-Tibet) qui sont favorables à la végétation.

Energie : augmentation de la production énergétique au premier semestre 2023

L'administration nationale de l'Energie (NEA) a [publié](#) les chiffres de production d'énergie au cours du premier semestre. Pour rappel, les autorités ont mis l'accent sur la sécurité énergétique à la suite des pénuries d'électricité que le pays a rencontrées l'été dernier et en septembre 2021. Cet objectif de sécurité énergétique et la levée des restrictions sanitaires ont conduit à une hausse de la production et des importations énergétiques. Ainsi, la production de charbon a connu une hausse de 4,4 % en g.a. pour atteindre 2,3 Mds de tonnes. Les importations de charbon ont atteint 220 millions de tonnes, soit une augmentation de 93 %. La production de pétrole brut a augmenté de 2,1 % pour atteindre 105 millions de tonnes. Les importations ont quant à elles augmenté de 11,7 % pour atteindre 363,58 millions. Pour le gaz naturel, la production a atteint 115,5 Mds de m³, en augmentation de 5,4 % tandis que les importations ont augmenté de 5,6 % pour atteindre 56,6 millions de tonnes.

La production d'électricité a atteint 4 168 Mds de KWh, soit une augmentation 3,8 %. Plus précisément, l'électricité d'origine thermique a augmenté de 7,5 %, l'énergie solaire a augmenté de 7,4 % et l'énergie éolienne de 16 %. Seule l'hydroélectricité a baissé de 22,9 % dans un contexte de sécheresses arrivant particulièrement tôt.

La capacité installée a également [augmenté](#) de 10,8 % pour atteindre 2 710 GW, avec une capacité solaire de 470 GW (+39,8 %), éolien de 390 GW (+13,7 %). Les investissements sont aussi à la hausse avec 331,9 Mds RMB (+53,8 %) pour la production d'énergie et en particulier l'énergie solaire avec 134,9 Mds RMB (+113,6 %) et l'énergie nucléaire avec 35,9 Mds RMB (+56,1 %). Les investissements dans les réseaux électriques ont atteint 205,4 Mds RMB, en hausse de 7,8 %.

Actualités régionales

Shanghai : cérémonie de signature de projets d'investissements étrangers à Shanghai

[Une cérémonie de signature des projets d'investissement étranger à Shanghai](#) s'est tenue le 18 juillet. Gong Zheng, maire de Shanghai, a remis des certificats aux sièges régionaux et aux centres de R&D d'entreprises multinationales et a assisté à la cérémonie de signature (31 sièges régionaux nouvellement identifiés par la municipalité et 13 centres de R&D). 77 projets d'investissements étrangers ont été signés, pour un investissement total annoncé de 10,2 Mds USD.

Dans le détail, la cérémonie concernait 44 entreprises, 11 sièges régionaux dans l'industrie manufacturière et 33 dans les services, dont 10 sièges de niveau Grande Chine ou plus et 2 centres de R&D niveau mondial.

Les 77 projets d'investissements concernent principalement des industries telles que la biomédecine, la numérisation, l'automobile, les biens de consommation, et de nouveaux secteurs au sein de l'économie numérique et de l'économie bas carbone. 10 projets émanent de sociétés comptant dans le Top 500 mondial. On notera, parmi les projets cités, une augmentation de capital de 120 M USD d'Air Liquide pour développer ses activités dans le district de Qingpu.

De janvier à mai de cette année, la municipalité indique que 2 096 nouvelles entreprises à investissement étranger ont été créées, soit +78,7 % en g.a. (avec toutefois un probable effet de base dû au confinement de Shanghai au 1^{er} semestre 2022). Au premier semestre 2023, le nombre cumulé de sièges régionaux d'entreprises multinationales à Shanghai s'élève à 922 et le nombre cumulé de centres de R&D financés par l'étranger atteint 544. À ce jour, le nombre d'[entreprises à capitaux étrangers à Shanghai](#) s'élève à 70 000, contribuant à environ 1/4 du PIB de Shanghai, 1/3 des recettes fiscales, plus de la moitié de la valeur totale de la production industrielle et près de 2/3 du montant des importations et exportations de la ville.


Shanghai : publication des mesures visant à améliorer les services publics pour soutenir l'internationalisation des entreprises locales

Shanghai a publié le 12 juillet 2023 un ensemble de [Mesures](#) visant à améliorer les services publics pour soutenir les initiatives des entreprises en matière de mondialisation. Ces mesures comportent trois volets : le renforcement des capacités des services transfrontaliers de l'industrie des services professionnels, l'amélioration des plateformes de services publics et l'optimisation de l'environnement des affaires pour les investissements chinois vers l'étranger et la coopération.

Zhejiang : mise à jour des mesures pour attirer les ingénieurs étrangers (version 2.0)

Une nouvelle version des [Mesures pour l'attractivité d'ingénieurs étrangers dans la province du Zhejiang](#) a récemment été mise à jour. Il s'agit d'une révision des mesures provisoires de 2017 pour l'attractivité des ingénieurs étrangers dans la province.

Les [nouveau](#)tés sont les suivantes : 1/ Des critères sont adoptés pour définir les « ingénieurs d'outre-mer » ; 2/ Les mesures visent prioritairement les entreprises manufacturières avancées (industrie manufacturière, transmission numérique, industrie des logiciels et des services de technologies de l'information, recherche scientifique et services technologiques) ; 3/ Les entreprises à investissements étrangers sont incluses dans le champ des aides ; 4/ Les procédures administratives sont simplifiées.



Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Énergies renouvelables : construction d'une station hydrogène pour alimenter la flotte de bus

La *Hong Kong and China Gas Company* (Towngas) et l'opérateur *Citybus* ont signé un accord pour développer une station hydrogène dans le but d'étudier l'utilisation de cette énergie pour alimenter la flotte de bus hongkongaise. L'accord comprend la construction d'une station de ravitaillement en hydrogène sur l'île de Hong Kong, capable d'extraire environ 500 kg d'hydrogène, pour alimenter 10 à 12 bus à hydrogène par jour.

Alors que *Towngas* sera responsable de la conception et de l'extension du réseau, de la distribution d'hydrogène et de la maintenance, *Citybus* sera responsable de l'achat et de la maintenance des bus à hydrogène ainsi que de leur déploiement sur des itinéraires sélectionnés pour optimiser leur utilisation. Ce projet, dont les délais seront prochainement précisés, est considéré comme un élément clé pour aider Hong Kong à atteindre ses objectifs climatiques décrits dans le *Climate Action Plan 2050*.

Échanges commerciaux : menace d'interdiction des produits de la mer en provenance du Japon

Le Chef de l'Exécutif, John LEE, a annoncé que la RAS interdirait "un grand nombre de produits de la mer" en provenance du Japon si ce pays relâchait en mer les eaux radioactives de Fukushima. Le gouvernement a souligné sa volonté de maintenir une attitude "très sérieuse" face à cette perspective préoccupante, alors que le gouvernement japonais prévoit un plan de décharge d'eau qui pourrait prendre jusqu'à 30 ans afin de se débarrasser des 1,37 million de tonnes d'eau contaminée. Cette annonce a suscité des inquiétudes quant aux éventuels effets sur la santé et l'environnement de la région.

En réponse à cette situation, les industries de la restauration et des fruits de mer de Hong Kong ont exprimé leur crainte quant à l'impact économique potentiel de possibles restrictions sur les importations en provenance du Japon, qui pourraient affecter leur approvisionnement et entraîner de fortes hausses de prix. Le Japon représente aujourd'hui 6,75 % des importations hongkongaises de produits de la mer.

Attractivité : arrivée de 186 entreprises depuis le début de l'année

Le secrétaire au commerce, Algernon YAU, a annoncé en début de semaine que 186 entreprises s'étaient implantées à Hong Kong au cours des cinq premiers mois de l'année. Bien que la RAS ait attiré certains grands groupes, la grande majorité de ces nouvelles arrivées concernent des petites et moyennes entreprises.

À ce sujet, le chef de l'exécutif John LEE a confié à M. YAU la mission d'attirer 1 130 entreprises à Hong Kong d'ici la fin de 2025, soit presque une entreprise par jour. Les 186 nouvelles entreprises représentent environ 16,5 % de l'objectif.

Numérisation : nouvelle plateforme pour le *Mandatory Provident Fund*

L'autorité en charge du *Mandatory Provident Fund*, le fonds de pension hongkongais, va introduire une nouvelle plateforme en 2024, un an après sa date de lancement prévue. Selon Ayesha LAU, Présidente du MPFA (*Mandatory Provident Fund Schemes Authority*), la numérisation de ce service devrait faciliter la gestion du régime de pension obligatoire, tout en réduisant les coûts pour ses 4,7 millions de membres.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Commerce extérieur : les importations de Macao ont diminué de 5,6 % au cours des cinq premiers mois de 2023

Les importations macanaises ont diminué de 5,6 % à 7,5 Mds USD au cours des cinq premiers mois de 2023, dont -10,6 % pour celles en provenance de l'UE. (2,6 Mds USD). Les importations de produits cosmétiques et de montres se sont respectivement contractées de 42,5 % et de 9,8 %. Avec 17,8 % de part de marché, la France demeure le 1er fournisseur européen de Macao (-18,5 % en g.a à 1,3 Md USD), devant l'Italie et la Suisse.

Industrie du jeu : les six casinos de Macao sponsorisent le 70ème Grand Prix de Macao pour 15 M USD, une augmentation significative par rapport à 2022

Pun Weng KUN, directeur du Bureau des Sports de Macao, a annoncé le 19 juillet que les six casinos de Macao se sont engagés à sponsoriser le 70^{ème} Grand Prix de Macao pour un montant total de 15 M USD, une augmentation significative par rapport à 3,5 M USD en 2022. Cela démontre leur soutien aux activités culturelles et sportives à Macao, conformément aux exigences des nouveaux contrats de licence de jeu signés en décembre 2022.

Le Grand Prix de Macao comprendra un total de onze courses qui se tiendront sur deux week-ends consécutifs en novembre. Le gouvernement de Macao espère que cet événement attirera des touristes internationaux et favorisera le tourisme sportif dans la région.

Taiwan

Semi-conducteurs : TSMC confronté à une nouvelle baisse de ses résultats au second trimestre 2023

TSMC [affiche des résultats sur le second trimestre](#) de 15,6 Mds USD, en baisse de -6,2 % par rapport au TR1 2023, et de -13,7 % par rapport au TR2 2022. [30 % de ses revenus proviennent des semi-conducteurs de procédés 5 nm](#), 23% de procédés 7 nm, le 28 et le 16 nm représentant respectivement chacun 11 %. Les secteurs du calcul de haute performance et des smartphones représentent à eux seuls 77 % du CA sur le TR2 2023. Les commandes de [clients situés en Amérique du Nord](#) représentent 66 % du chiffre d'affaires. [Sur l'année 2023](#), l'équipe dirigeante anticipe une baisse de ses revenus en USD de 10 %, la demande de puces IA ne parvenant pas à compenser encore les mauvais résultats du secteur. Le groupe confirme les retards pris sur ses projets en Arizona, avec une mise en production désormais planifiée sur 2025. La presse a souligné par ailleurs cette semaine, reprenant les propos de la Mairie de Kaohsiung, le revirement de position de TSMC s'agissant de la production de puces de procédés 28nm [pour finalement opter sur les derniers procédés 2 nm](#) sur son nouveau site de *Nanzih Technology Industrial Park*. Si cette décision, motivée sans doute par les récents développements du groupe à l'international sur des procédés matures (Japon, Allemagne, augmentation des capacités de production sur la fab de Nanjing en Chine...) venait à être confirmée, cela signifierait qu'à l'horizon 2025, TSMC devrait être en mesure de produire à Taiwan sur 3 parcs technologiques des semiconducteurs de procédés 2 nm.

Croissance de l'économie : le CIER a revu ses prévisions à la baisse pour 2023

Le [Chung-Hua Institution for Economic Research](#) (CIER), un des principaux *think tanks* taïwanais, a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2023, à 1,6 %, contre 2,01 % publié en avril dernier. D'après le CIER, la demande domestique contribuera à la croissance à hauteur de 2,53 points, grâce notamment à la consommation privée (2,49 point) en progression de 5,56 %, alors que l'investissement contribuerait négativement à la croissance (-0,15 point ; -0,42 %). Quant au commerce extérieur, le CIER anticipe également une contribution négative (-0,93 point) à la croissance en raison du fléchissement des exportations (-7,13 %) et des importations (-9,97 %) issu de la demande externe encore faible. Ces prévisions, inférieures à l'estimation de la CBC (1,72 %) et de la DGBAS (2,04 %), s'alignent sur celles de la [Banque asiatique de développement \(ADB\)](#), qui abaisse ses prévisions de croissance en 2023 pour Taiwan à 1,5 % contre 2 % annoncé précédemment, notamment en raison de la contribution négative des exportations (-10,8 % au T1 2023) et de l'investissement atone (-3,2 %).

IDE : baisse des investissements étrangers au cours des six premiers mois 2023

Selon les [statistiques de la commission des investissements du ministère de l'économie taïwanais](#) (MOEAIC), plus de 1 100 projets d'investissement étrangers entrants, approuvés au cours des six premiers mois de l'année, ont représenté 6,4 Mds USD, enregistrant une baisse de 27 % en glissement annuel. Si le montant des investissements en provenance du Sud Est asiatique (essentiellement Singapour, Malaisie et de Thaïlande), progresse de 58 % à plus de 2 Mds USD par rapport aux six mois 2022, les investissements chinois vers Taiwan accusent une baisse de 2 % à 17 MUSD sur la même période.

S'agissant des IDE sortants, près de 250 projets ont été recensés (hors Chine) pour un montant total d'environ 9 Mds USD, soit une hausse de 112 % en g.a., il s'agit notamment de l'investissement de TSMC aux Etats-Unis (3,5 Mds USD) et de l'acquisition par Yageo des actions de Hudson (filiale du groupe Schneider; 723 MEUR). Pour ce qui concerne les investissements taïwanais en Chine, si leur nombre est en baisse (-6 %) avec 178 demandes approuvées de janvier à juin 2023, leur valeur bondit de 6 % pour atteindre près de 2 Mds USD, essentiellement dans la production de produits électroniques (684 M USD), et en majorité vers le Jiangsu (765 M USD).

Commerce extérieur : les exportations taïwanaises diminuent de 18 % au cours du premier semestre 2023

Selon les statistiques du ministère des Finances (MOF), [les exportations taïwanaises s'établissent à 202 Mds USD sur les six premiers mois de 2023, en baisse de 18 % en glissement annuel](#), notamment vers la Chine (72 Mds USD, soit -26 %, y/c Hong Kong), l'ASEAN (35 Mds USD, -17 %), les Etats-Unis (32 Mds USD, -15 %), l'Europe (21 Mds USD, -2 %) et le Japon (16 Mds USD, -3 %). Les produits électroniques, principal secteur d'exportation de l'île, diminuent de 15 %, par rapport au S1 2022, pour atteindre 85 Mds USD ; les autres secteurs de l'industrie taïwanaise ont également connu un fléchissement, tels que les produits de télécommunication (30 Mds USD, -4 %), les produits métallurgiques (15 Mds USD, -27 %), les machines (12 Mds USD, -19 %) et les plastiques (10 Mds USD, -31 %). La Chine (y/c Hong Kong) reste la première destination des exportations taïwanaises (35 % du total, contre 39 % au S1 2022). Les importations qui représentent 175 Mds USD, baissent de 20 % par rapport aux six premiers mois 2022 ; celles de produits électroniques (37 Mds USD, -29 %) ont reculé, tout comme les produits minéraux (32 Mds USD, -21 %), les machines et équipements (21 Mds USD, -8 %), les produits chimiques (14 Mds USD, -28 %) et les produits métallurgiques (11 Mds USD, -30 %). La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (19 % du total, -26 %), suivie de l'Europe (14 %, -6 %), du Japon (13 %, -20 %), des pays d'ASEAN (12 %, -23 %) et des USA (11,8 %, -8 %). Au final, l'excédent commercial de Taiwan diminue de près de 2 % à 26 Mds USD. Dans un contexte où l'évolution de l'économie mondiale reste encore incertaine (inflation, conflit russo-ukrainien, guerre commerciale entre la Chine et les USA), le MOF paraît moins optimiste sur la reprise des exportations de l'île, [qui pourrait n'intervenir qu'en novembre de cette année](#).

Export : 50 % des commandes à l'exportation fabriqués à Taïwan en 2022

D'après une [étude récemment publiée par le ministère des affaires économiques \(MOEA\)](#), un peu plus de 50 % des commandes export adressées aux entreprises taïwanaises, ont été fabriquées à Taïwan en 2022 (contre 48 % l'année précédente voire 46 % en 2020), atteignant le niveau le plus élevé depuis la parution de l'étude en 2011. Le MOEA explique ce phénomène par la hausse de la demande de semiconducteurs destinés à la 5G, à l'automobile et au calcul de haute performance, ainsi que par l'augmentation de la production des industries domestiques. La part de la production à l'étranger diminue ces dernières années, passant de 54 % en 2020 à 49 % en 2022, avec notamment une baisse de la production en Chine qui s'établit à 39 % (contre environ 46 % il y a deux ans). Par ailleurs, entre 2020 et 2022, on observe avec la relocalisation des chaînes d'approvisionnement, une hausse légère sur les commandes fabriquées dans les pays de l'ASEAN (2,9 % à 4,6 %), au Vietnam en particulier qui représente désormais 2,2 % du total, et en Europe et aux Etats-Unis (3,4 % à 3,9 %). Selon les [retours des entreprises au questionnaire du MOEA](#), la production des commandes à l'étranger répond

principalement aux exigences clients, notamment en termes de coût et d'approvisionnement en matières premières.

Semi-conducteurs : Foxconn se retire du partenariat avec Vedanta

La presse reprend largement la décision du groupe Foxconn de se retirer du partenariat avec le groupe indien Vedanta, annoncé en 2022. Les deux partenaires travaillaient jusqu'ici sur un projet d'investissement de près de 20 Mds USD, consacré à la production de semiconducteurs de 28 nm au Gujarat. Différentes explications sont données : [désistement de STMicroelectronics du projet](#), [questionnement sur la solidité financière du groupe Vedanta](#), [retard dans la mise à disposition des subventions](#). L'Economic Daily News souligne l'intention du groupe taiwanais de poursuivre ses investissements en Inde via de nouveaux partenariats, et indique qu'un nouveau dépôt de dossier pourrait même intervenir dans les 45 à 60 jours s'agissant de l'implantation de 4 à 5 lignes de [production](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication :

Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Antoine Moisson, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé
Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

lauren.calcat@dgtresor.gouv.fr